

# Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

Du 23 au 29 janvier 2025

**Des responsables politiques du monde entier se sont réunis pour les commémorations du 80<sup>e</sup> anniversaire de la libération d'Auschwitz-Birkenau, les survivants occupant une place centrale dans la cérémonie.** Le survivant d'Auschwitz et président du Comité international d'Auschwitz, Marian Turcki, a prononcé un discours dans lequel il a mis en garde contre l'antisémitisme contemporain. Il a dénoncé que l'on assiste actuellement à un « tsunami d'antisémitisme » et de négation de l'Holocauste. A la demande de l'homme de 98 ans, le public s'est levé pour observer une minute de silence devant le décor de l'ancien poste d'arrivée du camp de concentration d'Auschwitz. Le président fédéral Frank-Walter Steinmeier a fait le déplacement et a tenu, lui aussi, à mettre en garde contre toute tentative de relativisation de la Shoah, en déclarant que tout ce qui s'est passé dans les camps de concentration et d'extermination allemands sous le régime nazi « fait partie de notre histoire et donc aussi de notre identité, avec laquelle nous devons nous confronter ». A travers ces propos, le président réagit ouvertement aux dernières déclarations d'Elon Musk qui avait critiqué, dans un message vidéo adressé à l'*AfD*, que l'Allemagne accorde trop d'importance à sa culpabilité passée. Interrogé sur le sujet, Steinmeier a déclaré qu'il restait convaincu que la responsabilité n'avait pas de limite de temps.

**Une attaque au couteau a fait deux morts, dont un petit garçon de 2 ans, dans un parc public de la ville bavaroise d'Aschaffenburg jeudi dernier.** L'autre victime est un homme de 41 ans qui aurait tenté de s'interposer pour protéger un groupe d'enfants manifestement ciblé par l'assaillant, qui a été rapidement arrêté par la police. A un mois des législatives anticipées, cette attaque, à nouveau perpétrée par un demandeur d'asile en instance d'expulsion – après celles de Mannheim en juin et Solingen en août 2024 – suscite la fébrilité de la classe politique. Le candidat des conservateurs à la chancellerie, Friedrich Merz, a ensuite déclaré : « Cela ne peut pas continuer ainsi. Nous devons et nous allons rétablir la loi et l'ordre. » Le chancelier Scholz a dénoncé le soir même « un acte terroriste inconcevable » et a demandé à « faire toute la lumière sur les raisons pour lesquelles l'auteur de l'attentat se trouvait encore en Allemagne ».

**Le candidat à la chancellerie de la CDU/CSU, Friedrich Merz, veut présenter deux motions et un projet de loi pour durcir la politique d'asile.** En réaction à l'attaque d'Aschaffenburg, Merz veut accélérer les réformes en matière de politique migratoire et identifie cinq axes d'action que son gouvernement pourrait mettre en œuvre s'il était élu. Ces propositions portent entre autres sur le refoulement généralisé de tous les demandeurs d'asile aux frontières allemandes, ainsi que sur la détention impérative des personnes tenues de quitter le territoire et qui ne peuvent pas être expulsées, ou qui ne partent pas volontairement. La police fédérale devrait quant à elle être autorisée à demander l'émission de mandats d'arrêts mettant fin au séjour des individus tenus de quitter le territoire. Enfin, l'Etat fédéral devrait alléger la charge des Länder en matière d'expulsion.

**Des milliers de salariés ont répondu à l'appel du syndicat de La Poste, Ver.di. Des grèves d'avertissement ont eu lieu le mardi 28 janvier.** Selon un porte-parole de La Poste, les grèves d'avertissement ont touché environ 5 % du volume quotidien moyen d'expéditions de colis et de lettres dans l'ensemble de l'Allemagne. Il se pourrait donc que plus de deux millions de lettres soient restées bloquées dans les centres de distribution. Ver.di demande une augmentation de salaire de 7 % pour les quelque 170 000 employés de La Poste. Le syndicat veut également imposer trois jours de congé supplémentaires en raison de la charge de travail croissante des employés. La Poste se plaint aussi de coûts trop élevés dans le secteur allemand du courrier et des colis et insiste sur des « augmentations de salaire économiquement justifiables ».

**Le PDG de Volkswagen (VW), Oliver Blume, a confirmé que le groupe est en discussion avec ses partenaires chinois concernant des investissements en Europe.** Ces échanges visent à renforcer les sites européens de production, mais aucune décision concrète n'a encore été prise. Le syndicat IG Metall milite pour une « stratégie de contenu local » en Europe, exigeant que les entreprises étrangères investissent dans des sites locaux et utilisent des pièces produites en Europe. En parallèle, Blume a souligné que VW surveillait de près la politique commerciale américaine, notamment les menaces de droits de douane sur les importations. Le groupe investit massivement en Amérique du Nord et estime que ces efforts devraient se traduire par des conditions tarifaires avantageuses.

**L'Allemagne veut surpasser la France dans un contrat de sous-marins avec l'Argentine.** Le Bundestag doit approuver des garanties d'État pouvant atteindre 4,1 milliards d'euros pour sécuriser cet accord, dont la valeur s'élève à 2,2 milliards d'euros. Le constructeur allemand ThyssenKrupp Marine Systems fait face à la concurrence française de Naval Group, qui a déjà soumis une offre complète incluant un financement à long terme. L'Argentine veut remplacer son sous-marin San Juan, disparu en 2017 avec 44 membres d'équipage. La production pourrait débuter en 2026, avec des livraisons prévues en 2034 et 2035.



## PARLEMENT, PARTIS, PERSONNES

Le ministre-président de Bavière et chef de la CSU, **Markus Söder** estime qu'une coalition entre l'Union (CDU/CSU) et les Verts reste « pratiquement totalement exclue », reprochant aux Verts leur rigidité idéologique, notamment en matière de politique migratoire. En cas de coalition Union-Verts, Söder prédit que Friedrich Merz, s'il devient chancelier, imposera une ligne plus claire dans la direction politique du pays, que ne l'a fait Olaf Scholz dans la coalition actuelle.



## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

**83,6 millions**

L'Allemagne comptait fin 2024 près de 83,6 millions d'habitants, selon une première estimation de l'Office fédéral des statistiques (destatis). La population allemande a ainsi augmenté de 100 000 personnes par rapport à la fin de l'année 2023. En 2023, la population avait augmenté de près de 340 000 personnes, en raison d'une migration nette plus élevée. « En 2024 également, la migration nette a été la seule source de croissance démographique », ont expliqué les statisticiens, ajoutant : « Comme chaque année depuis la Réunification, le bilan des naissances et des décès en 2024 a été négatif, avec de nouveau plus de décès que de naissances. »